

pres du nord

0022/0029

Rr PAF ADT
NO 2014/1134



Direction
de l'immigration et de
l'intégration

OQTF n° 145923857
Section Originaire
VI.

**Le Préfet de la Région NORD - PAS-DE-CALAIS,
Préfet du NORD,
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et notamment les articles 3 et 8 ;

Vu la convention signée à Schengen le 19 juin 1990 et notamment son article 96 et le décret 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985, signée à Schengen le 10 juin 1990 ;

Vu la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, et notamment ses articles 7 et 8 ;

Vu le règlement (CE) n°562/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen)

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et notamment ses articles L.211-1, L.511-1 à L.511-4, L.512-1, L.512-2, L.512-3, L.513-1 à 3, L.551-1 et L.551-2 ;

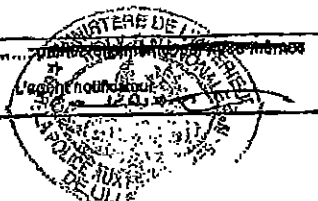
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 24 ;

Considérant que Madame [REDACTED], née le 03.05.1988 à Tissemsilt (Algérie), de nationalité algérienne, est arrivée en France le 17.05.2014, en possession de son passeport revêtu d'un visa Schengen délivré par les autorités consulaires françaises en Algérie d'une durée de trente jours, utilisable du 16.11.2013 au 24.05.2014 ; qu'elle s'est maintenue en France au-delà de la durée de validité de son visa ; qu'ainsi, elle entre dans le champ d'application des dispositions du 2° du I de l'article L. 511-1 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile ; qu'elle ne justifie pas se trouver dans l'un des cas dans lesquels un étranger ne peut faire l'objet d'une obligation de quitter le territoire ; que, dans les circonstances de l'espèce, rien ne s'oppose à ce qu'une obligation de quitter le territoire français soit prise à son égard ;

Considérant que lors du dépôt de sa demande de visa auprès des autorités consulaires françaises à Oran, Madame S. [REDACTED] du Nassima a allégué de sa venue en France pour raisons professionnelles et a déclaré être prise en charge par une entreprise sise à Puteaux ; que lors de son audition du 13.08.2014, elle a déclaré aux services de police être en France pour raisons médicales et être hébergée à Lille ;

Considérant que si Madame S. [REDACTED] Nassima est entrée régulièrement sur le territoire français, elle ne présente pas de garanties de représentation suffisantes puisqu'elle déclare un domicile qui ne revêt pas de caractère fixe et stable ; qu'elle a déclaré ne pas vouloir retourner en Algérie ; qu'ainsi, elle entre dans le champ d'application des dispositions du b) du 3° du II de l'article L.511-1 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile ;

Lecture et traduction faite par le truchement de notre interprète en langue... ESPAGNOL...
L'interprète (s) signe et prend copie
L'agent notarial



-2-

Lecture et traduction faite par le truchement de notre interprète en langue chabé par la (elle) même par nous-même
L'intéressé(e) signe et prend copie
(ou notification du présent):
A (lieu de notification): LIQUE SPART
Le (date et heure de notification): 13/02/2014 25 18^h05
L'intéressé(e) [Signature] L'interprète [Signature]
L'agent notifiant [Signature]